

TERMES DE REFERENCE POUR LE RECRUTEMENT DE CONSULTANT INDIVIDUEL RRM

Titre de la consultation	Consultant National chargé de la coordination technique du Mécanisme de Réponse Rapide aux Mouvements de populations (RRM) et de l'appui à la préparation aux urgences (DP) à Baga Sola
Catégorie	Consultant National
Durée	6 mois
Superviseur	Chef Bureau de Zone Bol
Mode de Sélection	Publication/Revue de proposition technique et financière

I. Contexte et Justification

L'indice INFORM 2022 classe le Tchad comme le cinquième pays le plus exposé aux crises humanitaires et aux catastrophes naturelles, avec un score de 7,9 sur 10. Le pays continue de se classer 187^e sur 189 pays selon l'indice de développement humain, avec un niveau de pauvreté élevé (46,7 %). De nouvelles données sur la pauvreté des enfants révèlent que 4,3 millions d'enfants vivent dans des ménages pauvres, ce qui représente un taux de pauvreté monétaire de 46,9 %.

L'analyse de la gravité des besoins humanitaires révèle que 6,1 millions de personnes auront besoin d'une aide humanitaire en 2022, soit une augmentation de 17% par rapport à 2021. Le Tchad a continué à faire face à une crise humanitaire multidimensionnelle prolongée causée par des déplacements de populations dus à des problèmes de sécurité à l'intérieur du Tchad et dans les pays voisins, des catastrophes naturelles et ainsi qu'une insécurité alimentaire croissante et préoccupante, des taux élevés de malnutrition, une crise économique et une instabilité politique. L'accès humanitaire est limité dans le bassin du lac Tchad, en particulier dans les zones insulaires et la zone frontalière entre le Nigeria, le Cameroun, le Niger et le Tchad.

Selon les données les plus récemment publiées, au 31 mars 2022, 1 088 700 personnes sont déplacées dans le pays. Parmi ces personnes déplacées, 570 369 sont des réfugiés, 4 845 des demandeurs d'asile et 106 913 des rapatriés tchadiens (29 263 de la province du Lac et 77 650 de la République centrafricaine). 406 573 personnes sont déplacées dans la province du Lac où l'insécurité continue de limiter la capacité humanitaire à répondre aux besoins critiques.

L'UNICEF apporte des réponses multisectorielles aux personnes victimes des crises affectant le Tchad et vise à renforcer sa capacité et son efficacité de réponse aux urgences, mais également le lien entre les interventions humanitaires et les programmes de développement.

Le RRM (Rapid Response Mechanism) est un mécanisme de réponse rapide, intégré dans le cadre humanitaire tel que défini dans le cadre commun mis à jour en mai 2022 dont l'objectif est d'intervenir auprès des populations vulnérabilisées par des chocs récents. Ainsi, les ressources et équipes doivent être pré-positionnées pour être disponibles rapidement en cas de besoin.

Plusieurs organisations sont impliquées dans le RRM mis en œuvre dans le Lac. OCHA et UNICEF assurent le leadership de l'outil pour le compte du/de la coordinateur (trice) humanitaire. OCHA veille au respect de la stratégie et du mandat du mécanisme et l'UNICEF assure la coordination technique du mécanisme. La mise en œuvre opérationnelle est assurée par de partenaires ONG Internationales qui travaillent en consortium (ACTED, ACF, INTERSOS). D'autres acteurs Agences et ONGs appuient le mécanisme en fonction de la disponibilité de fonds aux urgences dont ils disposent : PAM (Programme Alimentaire Mondial) dans le domaine du projet post RRM en sécurité alimentaire ; CONCERN WORLD WIDE, dans le domaine de la santé. Le mécanisme reste ouvert au partenariat/collaboration avec d'autres acteurs et clusters. La partie étatique est représentée par le Secrétariat Permanent des Organisations non gouvernementales et affaires Humanitaires (SPONGAH) et la Délégation CNARR a été désignée par le Gouverneur de Province su Lac à défaut d'un bureau de SPONGAH dans la province.

La coordination technique comprend la supervision et le suivi de la qualité des interventions, le respect des normes et standards internationales et le respect des principes du RRM ; l'accompagnement de partenaires de mise en œuvre dans la revue et l'amélioration des outils, la formation formelle et informelle, la communication avec les clusters et les groupes de travail, le leadership pour l'organisation et l'animation des ateliers techniques, les missions de suivi de la

mise en œuvre des activités et les conseils stratégiques et innovants. La gestion des informations sur les activités du mécanisme et le plaidoyer interne/externe.

II. Objectifs de la consultation

Sous la supervision directe du Chief Field Office de Bol et en étroite collaboration avec le Chef des opérations de terrain et les programmes Officers du bureau de Bol, le contractant individuel assurera le suivi du mécanisme RRM dans la province du LAC en partenariat avec tous les acteurs impliqués ainsi que les clusters coordinators. Il/elle fournira à cet effet des conseils techniques, des appuis stratégiques et opérationnels.

III. Responsabilités/Méthodologie

- Participer à l'élaboration du plan de préparation aux urgences, sa mise en œuvre et appuyer la coordination d'intervention multisectorielle en cas d'urgence, au besoin en appuyant le bureau de zone de Bol ;
- Coordonner avec les Systèmes d'Alerte Précoce (SISAAP) et SAP Urgences afin d'améliorer la réactivité de l'UNICEF
- Participer aux évaluations sectorielles et multisectorielles dans sa zone d'affectation ;
- Appuyer l'organisation de l'assistance humanitaire dans le respect des principes humanitaires et des préalables sur la sensibilité au conflit et le Do no harm en procédant à la collecte des données sur le terrain
- Collecter les données, analyser et partager la synthèse du contexte humanitaire pour informer les acteurs humanitaires
- Participer activement au mécanisme de veille humanitaire et d'alerte précoce
- Appuyer le bureau de zone et les staffs partenaires RRM dans la préparation, la mise en place, le rapportage et le suivi d'une réponse humanitaire multisectorielle, coordonnée, rapide et efficace dans tous les secteurs ;
- S'assurer que le mandat du RRM est appliqué dans la province ;
- Apporter un appui technique pour le suivi des évaluations en collaboration avec les membres du cadre commun RRM
- Organiser et Participer aux réunions des groupes de travail et autres cadres de concertation telle que l'inter cluster, la coordination humanitaire au niveau de la province, les réunions du groupe opérationnel (GO) RRM
- Produire dans les meilleurs délais les rapports d'analyse qualitative et quantitative des données, en particulier pour le SitRep mensuel ;
- Produire les rapports mensuels d'activités et les partager en interne et avec les GT,
- Veiller sur la qualité des produits du RRM (MSA, ERP, PDM, One pager, ect) et s'assurer de la tenue à jour de la page d'information sur les activités du RRM sur Humanitarian Response
- Assurer une bonne redevabilité du mécanisme auprès des partenaires et des bénéficiaires
- Mettre à jour et partager la matrice de suivi des alertes et de suivi des recommandations chaque semaine ;
- Accompagner régulièrement les partenaires RRM dans les Multi Sectoral Assessments (MSA), le ciblage et les interventions afin d'améliorer la qualité et la rapidité des interventions ;
- Appuyer les acteurs locaux dans les évaluations, la préparation et la réponse aux inondations
- Appuyer le monitoring post intervention ;
- Participer aux réunions de l'Emergency Technical Team (ETT) UNICEF et assurer le suivi des recommandations
- Elaborer des rapports de missions de supervisions
- Elaborer des rapports mensuels d'activités
- Accompagner les bailleurs, visiteurs pendant les visites de terrain
- Réaliser toutes autres tâches demandées par le Chef de bureau de Zone, la coordination des urgences et des opérations de terrain et le bureau pays en lien avec la consultance.

IV. Résultats et livrables attendus

- Le mécanisme RRM est fonctionnel, et un appui technique de qualité est apporté aux partenaires RRM dans la préparation, la mise en place, le rapportage et le suivi d'une réponse humanitaire multisectorielle,
- Le mandat du RRM est appliqué dans la Province du LAC
- Les réunions du GO RRM sont tenues régulièrement
- L'UNICEF est représenté dans l'ensemble des réunions du groupe d'opérationnel (GO) RRM, des réunions

- Les rapports sont élaborés à temps : SitRep mensuel, rapports mensuels d'activités, rapports de missions de supervisions réalisées, rapports mensuels d'activités)
- La matrice de suivi des alertes et de suivi des recommandations est partagée de façon hebdomadaire aux partenaires ;
- Les réunions des groupes sectorielles et autres réunions sont tenues dans la période planifiée et les rapports produits à temps ;
- Toutes les recommandations MSA et GO pour la province du LAC ont un suivi dans l'action RRM ;
- Une mission d'appui technique par mois pour les MSA RRM réalisées et les rapports disponibles
- Une mission de monitoring post intervention réalisée avec partage des informations avec l'ensemble des partenaires

Livrables attendus	Dates	% Paiement
SitRep mensuel, compte rendu de réunions des groupes sectoriels, rapports de missions de supervisions réalisées et d'évaluation, rapport mensuel d'activités	31/08/2022	20%
SitRep mensuel, rapports mensuels d'activités, rapports de missions de supervisions réalisées, rapports mensuels d'activités	30/09/2022	15%
SitRep mensuel, rapports mensuels d'activités, rapports de missions de supervisions réalisées, rapports mensuels d'activités	31/10/2022	15%
SitRep mensuel, rapports mensuels d'activités, rapports de missions de supervisions réalisées, rapports mensuels d'activités	30/11/2022	15%
SitRep mensuel, rapports mensuels d'activités, rapports de missions de supervisions réalisées, rapports mensuels d'activités	31/12/2022	15%
SitRep mensuel, rapports mensuels d'activités, rapports de missions de supervisions réalisées, rapports mensuels d'activités	31/01/2023	20%

VI. Formation académique/Expérience/Compétences

a) Diplôme académique requis

Avoir au minimum d'un diplôme universitaire (BAC + 5) en sciences sociales, administration publique, développement, logistique, droit international, santé publique, nutrition, WASH, relations internationales, administration des affaires, en gestions de projets, ou tout autre diplôme équivalent

b) Expérience professionnelle requise

Au minimum cinq années d'expérience professionnelle dans le domaine humanitaire, dans le Système des Nations Unies (SNU) ou dans les ONGs ;

Avoir une expérience dans la coordination ou la gestion de programme, incluant soit la distribution d'intrant (Abris, Vivres), la santé, la nutrition, l'éducation, l'eau, l'hygiène et l'assainissement, ou la protection de l'enfant

Avoir une expertise du mécanisme RRM ou autres mécanismes ayant une approche similaire est un atout indéniable
Excellente capacité de communication orale et écrite ;

Bonne capacité d'organisation du travail, d'adaptation rapide au changement, et de faire face au stress et à travailler dans un environnement difficile ;

Maîtrise du package Microsoft office ;

Avoir une bonne connaissance du contexte et une expérience de travail dans la réponse aux urgences idéalement dans la province du Lac.

c) Compétences requises

Valeurs fondamentales à l'UNICEF sont :

- La bienveillance,
- Le respect,
- L'intégrité,
- La confiance,
- La responsabilité.

d) Langues

Excellent niveau de communication en français (écrit et oral). Maîtrise de l'anglais écrit et oral est recommandée. La connaissance d'une autre langue des Nations Unies (Arabe) ou de la langue locale est un atout.

VII. Conditions de travail

- A distance Au bureau

Le consultant travaillera sur le terrain à Baga Sola. Il/Elle devra disposer du matériel informatique nécessaire à la consultation.

VIII. Supervision

Le/la consultante sera sous la supervision directe du chef de bureau de zone de Bol

IX. Soumission des offres techniques et financières

Les candidats seront invités à soumettre en ligne lors de leur application :

1. Une offre technique qui décrit d'une manière claire, précise et concise leur compréhension de la consultation et de la méthodologie proposée
2. Un CV récent
3. Une offre financière qui doit être une offre de rémunération tout compris (honoraires, frais de mission etc.).

Les candidats sont invités à soumettre leurs offres financières en XAF suivant le canevas ci-après :

Description	Unité (jour/mois)	Quantité (jour/mois)	Prix Unitaire	Coût total (XAF)
Honoraire journalier/mensuel				
Perdiem journalier/mensuel				
Perdiem journalier/mensuel (mission de terrain si applicable)				
Autres (A préciser)				
Total				

Les critères de sélection des candidats seront basés sur les qualifications, les compétences, l'expertise et l'expérience dans le domaine requis, et la qualité de l'offre technique et financière. Chaque dossier sera évalué d'abord sur ses mérites techniques, puis sur son coût.

L'offre technique sera notée sur 70 avec un seuil de passage de 50 points. L'offre financière est notée sur 30 et le maximum de points étant attribué à l'offre financière la plus basse des offres techniques qualifiées, les autres offres recevant une note inversement proportionnelle à l'offre financière la plus basse]). L'offre la mieux disante combinant les 2 notes sera retenue.

Réservation

L'UNICEF se réserve le droit de résilier le contrat et/ou de retenir tout ou partie du paiement si les règles et règlements concernant la confidentialité, l'éthique et les procédures de l'UNICEF et des partenaires ne sont pas respectés, si la performance n'est pas satisfaisante ou si les travaux/livrables sont incomplets, non livrés ou ne respectent pas les délais. Les livrables resteront la propriété de l'UNICEF.

Le/la consultant/e doit respecter la confidentialité des informations traitées pendant la mission. Les documents et informations fournis ne doivent être utilisés que pour les tâches liées au présent contrat.

Cadre de Sauvegarde de l'enfance

Cette activité est-elle considérée comme un « rôle à risque élevé du point de vue de la sauvegarde de l'enfance ? »

Oui Non Si Oui, choisissez ci-dessous

Contact direct avec les enfants Oui Non

Dans l'affirmative, veuillez indiquer le nombre d'heures/mois de contact interpersonnel direct avec les enfants, ou de travail à proximité immédiate et physique, sous la supervision limitée d'un membre du personnel plus expérimenté :

Accès aux données ayant trait aux enfants Oui Non

Dans l'affirmative, veuillez indiquer le nombre d'heures/mois de manipulation ou de transmission d'informations personnelles identifiables d'enfants (nom, carte d'identité nationale, données de localisation, photos) :

Pour plus d'information, veuillez visiter notre site [Child Safeguarding SharePoint](#) et [Child Safeguarding FAQs and Updates](#)

Remarques

Les personnes engagées dans le cadre d'un contrat de consultant individuel ne seront pas considérées comme des « membres du personnel » en vertu du Statut et du Règlement du personnel des Nations Unies et des politiques et procédures de l'UNICEF et n'auront pas droit aux avantages qui y sont prévus. Leurs conditions de service seront régies par leur contrat et les Conditions Générales des Contrats pour les Services des Consultants et des Entrepreneurs Individuels. Les consultants et les entrepreneurs individuels sont responsables de déterminer leurs obligations fiscales et du paiement de toutes les taxes et / ou droits, conformément aux lois locales ou autres lois applicables.

Cette consultation est-elle dans le Plan Annuel de Travail : Oui Non, justifier :

Cette consultation est-elle dans le Plan Annuel de Consultance : Oui No, justifier :

Pourquoi cette activité ne peut ne peut pas être effectuée par un membre du personnel ?

Cette consultance requiert une expertise spécifique non couverte par le staff et doit être en contact permanent avec les acteurs de terrain à Baga Sola pour répondre de manière prompte aux fréquentes sollicitations

: